Chronique de la campagne présidentielle – épisode 7

Chaque week-end, nous publions une chronique de la campagne présidentielle. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2022. Vous pouvez retrouver les précédentes chroniques sur le site de la Tendance Claire

Au sommaire ce week-end :

Introduction

La primaire interne des Républicains : à droite toute !

La campagne de Zemmour

Succès du meeting de Mélenchon à La Défense

Qui sont les non-inscrits et les abstentionnistes potentiels ?

Brèves

Introduction

Cette semaine de campagne a été très largement dominée par la primaire au sein des Républicains et encore une fois par l'actualité autour de Zemmour, qui s'est officiellement déclaré candidat mardi 30 novembre. Les médias mainstream n'ont parlé que de la droite et de l'extrême-droite, alors qu'un grand meeting de l'Union populaire se préparait dimanche 5 décembre. Et ce n'est pas fini : Zemmour aura tapis rouge sur le service public jeudi 9 décembre à 21h pour une grande émission politique.

La primaire interne des Républicains : à droite toute !

La primaire interne des Républicains a été répugnante de bout en bout. Les deux favoris (Bertrand et Barnier) ont été éliminés au premier tour. Les militant.e.s de LR n'ont pas pardonné à Bertrand son départ du parti. Celui-ci avait dénoncé la dérive droitière de Wauquiez, avant de faire une campagne très à droite, allant jusqu'à se prononcer pour des peines automatiques délivrées par un procureur contre des

personnes accusées de violences sur des policiers. Quant à Barnier qui a le charisme d'une huitre, il a subitement joué au « gros dur » en pronant notamment un moratoire sur l'immigration et en dénonçant la buraucratie européenne… alors qu'il a servi comme commissaire européen ou comme négociateur de l'UE pour le Brexit.

Le premier tour de la primaire a donc vu la victoire de Ciotti et Pécresse. Ciotti affiche sans complexe une ligne d'extrême-droite, affichant une proximité presque totale avec Zemmour. Quant à Pécresse, elle a comme Bertrand pris un virage droitier pour mieux coller à l'air du temps. Elle avait le soutien du noyau dur des sarkozystes (comme Hortefeux), pendant que Sarkozy entretient le suspense d'un éventuel soutien à Macron. La primaire a aussi consacré les deux candidats les plus « libéraux » et hostiles à la dépense publique. Ciotti propose de supprimer 250.000 postes de fonctionnaires et Pécresse 200.000, en faisant croire que des centaines de milliers de fonctionnaires ne servent à rien.

Au second tour, Pécresse l'a donc emporté avec seulement 61 % des voix, alors qu'elle était soutenue par tous les candidats éliminés du premier tour. Ciotti est passé de 25,5 % à 39 %, ce qui n'a fait que confirmer l'extrême-droitisation de LR. Pécresse va être obligé de donner un rôle majeur à Ciotti dans cette campagne. Elle pourra aussi compter sur le soutien des médias mainstream qui font sa propagande et qui rêvent (en dehors des médias de Bolloré) d'un match Macron / Pécresse qui se jouerait au sein de la classe dominante.

Il est à noter que Pécresse a annoncé : « *Je changerai tous les directeurs d'administration centrale* ». Mélenchon devrait en prendre de la graine et faire sien cette proposition. En 1981, Paul Quilès avait demandé qu'on « coupe les têtes » des hauts fonctionnaires hostiles au pouvoir socialiste. Mélenchon devrait immédiatement décapiter (symboliquement bien entendu…) tous les directeurs d'administration qui bien sur se feront un plaisir de saboter toute mesure qui remettrait en cause les intérêts de la bourgeoisie.

La campagne de Zemmour

La campagne de Zemmour tourne au fiasco. Les soutiens espérés fuient en courant avec la baisse dans les sondages. De Villiers l'a lâché. Même Charles Millon a démenti son soutien, maladroitement annoncé par Benjamin Cauchy (minable réactionnaire qui a acquis une petite notoriété sur le dos des gilets jaunes). Zemmour a néanmoins réussi à pêcher Jean-Frédéric Poisson et a obtenu le soutien du « Mouvement conservateur » (ex « Sens commun ») affilié à LR. A son meeting, on croisait pêle-mèle Jean-Yves Le Gallou, le soi-disant homme de "gauche" Éric Naulleau, mais aussi l'ex-député La République en marche (LREM) Joachim Son-Forget .

Zemmour a du replier son meeting vers Villepinte, officiellement en raison d'une trop grande affluence annoncée. En réalité, il a plié bagage suite à une demande du préfet Didier Lallement pour éviter des « troubles à l'ordre public » en raison d'une

manifestation aux abords du Zénith. Le gestionnaire de la salle du Zénith a lui aussi poussé à l'exfiltration de Zemmour hors de sa salle pourtant si généreusement offerte alors qu'elle avait été refusée à Mélenchon.

La manifestation anti-Zemmour a regroupé 2.200 personnes selon la police, 10.000 selon les organisateurs. Aux abords du meeting de Villepinte, la police s'est mise au service du candidat Zemmour face aux manifestant.e.s. Alors que Zemmour avait annoncé la participation de 19.000 personnes, les 12.000 chaises installées ont été très largement inoccupées. Zemmour avait très clairement prévu trop grand. A l'intérieur de la salle du meeting, des supporters de Zemmour se sont jetés et ont tabassé des militant.e.s pacifiques de SOS Racisme qui portaient un tea-shirt « non au racisme » : intolérable pour ces racistes qui ont blessé sérieusement plusieurs militant.e.s antiracistes. Les agresseurs ont été remerciés par le service d'ordre officlel.

Sur la forme, Zemmour a essayé de « polisser » son discours, mais le fonds reste abject, haineux, et raciste. Il a aussi décliné un programme économique ultra-libéral du même acabit que celui de LR. Une fois encore, le meeting a été massivement relayé sur les chaînes d'information. Est-ce que ce sera suffisant pour relancer la campagne de Zemmour ?

Succès du meeting de Mélenchon à La Défense

Dimanche 5 décembre, un premier grand meeting parisien de Mélenchon a eu lieu à Paris – La Défense. Mélenchon avait demandé en octobre la salle de Zénith : refus au prétexte que la salle aurait été réservée pour un concert. Mensonge, puisque le propriétaire du Zénith l'a ensuite octroyée à Zemmour. Du coup, Mélenchon s'est replié sur le quartier moins central de la Défense.

Le meeting a été l'occaion de présenter le « parlement de l'Union populaire » avec le ralliement de nombreuses personnalités à sa campagne : Aurélie Trouvé, ancienne porte-parole d'Attac, Thomas Portes, ancien porte-parole de Générations et de Sandrine Rousseau, le maire PCF de Stain Azzédine Taïbi, l'ex délégué CGT Continental Xavier Mathieu, l'écrivaine Annie Ernaux, l'humoriste Bruno Gaccio, la philosophe Barbara Stiegler…

C'est Aurélie Trouvé qui présidera ce parlement de l'Union populaire. Elle a prononcé un discours plein d'énergie sur trois axes : « espoir, radicalité, pluralité ». Elle a en effet insisté sur la nécessité d'en finir avec ce système mortifère, mais également sur la nécessaire « pluralité » au sein de l'Union populaire. Ce message est bienvenu et nous espérons qu'il sera pleinement entendu par les dirigeant.e.s de la France insoumise.

Les militant.e.s de la Tendance Claire du NPA ont diffusé à 1.500 exemplaires un tract à l'entrée du meeting. L'accueil a été très fraternel. L'affluence était au rendez-vous avec environ 5.000 participant.e.s : 3.000 dans la grande salle et environ 2.000 dans le hall intérieur et à l'extérieur (avec retransmissions sur grands écrans). D'autres

groupes se revendiquant du trotskysme (et appelant à voter Mélenchon) ont diffusé à l'entrée du meeting : les camarades de la Tendance marxiste internationale et ceux de la Gauche révolutionnaire.

Cette journée est une étape importante et réussie de la campagne de Mélenchon. Elle marque un élargissement de ses soutiens, au-delà de la seule France insoumise. Cela pourrait lui permettre dans les prochaines semaines de progresser et de s'imposer comme la seule alternative possible, pour le monde du travail, à l'extrême-centre et à l'extrême-droite.

Qui sont les non-inscrits et les abstentionnistes potentiels ?

Une étude BVA publiée cette semaine s'avère très intéressante sur le profil des non inscrits et abstentionnistes potentiels.

D'après une étude publiée par l'INSEE en février 2020, sur le territoire national, 94 % des Français en âge de voter sont inscrits sur une liste – un chiffre proche de celui du sondage : 91%. Ces 9% de non-inscrits représentent en volume plus de 4,5 millions de Français qui ne sont pas ou ne pensent pas être inscrits sur les listes électorales. D'après ce sondage, seul un quart environ pense « certainement » s'inscrire sur les listes électorales.

Les jeunes de moins de 35 ans (50 % contre 24 % parmi les inscrits) et les catégories populaires qui travaillent (44 % contre 29 % parmi les inscrits) sont surreprésentés parmi les non inscrits. Les non inscrits sont aussi davantage sympathisants du mouvement des gilets jaunes (48%) que la population générale (38%).

Les abstentionnistes potentiels sont estimés à environ 30 %. Comme pour les non inscrits, les jeunes de moins de 35 ans (31 % contre 20 % parmi celles et ceux certains d'aller voter) et les catégories populaires qui travaillent (35 % contre 26 % parmi celles et ceux certains d'aller voter) sont surreprésentés parmi les abstentionnistes. Parmi les raisons de l'abstention le « manque d'intérêt pour la politique » (28%) n'arrive qu'en cinquième position derrière le fait de « n'attendre pas grand-chose de l'élection » (50%), que « aucun candidat ne représente leurs idées » (39%), que « l'impression que leur vote ne compte pas » (34%) et que « les jeux sont faits » (30%).

Brèves

Après Envoyé Spécial jeudi 25 novembre, Paris Match a publié jeudi 2 décembre de nouveaux témoignages de femmes victimes de **Nicolas Hulot**, qui se révèle être un véritable prédateur sexuel. En 2018 lors des révélations de l'Ebdo, Hulot a été totalement soutenu par le gouvernement, et notamment Marlène Schiappa. Mais ces affaires Hulot éclaboussent aussi les Verts. Jadot a viré le fusible Orphelin, un très proche de Jadot, de son équipe de campagne, pour mieux se protéger. Mais il s'avère que le comportement de Hulot était largement connu au sein des Verts (voir ICI ou

encore ICI). Pascal Durand ou Jean-Paul Besset, des anciens dirigeants des Verts, sont notamment visés, car ils auraient écarté des militantes des Verts de la campagne de Hulot en 2011 (parce qu'elles « excitaient trop » Hulot) ou prévenu certaines des agissements de Hulot. Sans rien faire de plus et en continuant à servir Hulot.

Au sein de la galaxie écologiste, revoilà que l'opportuniste **Jean-Vincent Placé** refait parler de lui de la pire des façons. L'ancien Vert est de nouveau accusé d'harcèlement sexuel. Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire sur le comportement de l'ancien secrétaire d'Etat de Hollande chargé de la Réforme de l'Etat et élu d'EELV. Plusieurs femmes ont témoigné pour Mediapart des comportements déplacés relevant du harcèlement sexuel. Placé a déjà été condamné pour harcèlement sexuel en mars 2021, et pour violences et outrages à policiers en 2018.

L'Assemblée a de nouveau rejeté la proposition de "déconjugalisation" de **l'allocation adultes handicapés (AAH)**. D'un montant maximal de 904 euros mensuels, l'AAH, destinée à compenser l'incapacité de travailler, compte aujourd'hui plus de 1,2 million de bénéficiaires, dont 270 000 en couple. Le gouvernement conçoit l'AAH comme un revenu d'assistance : on le verse aux handicapé.e.s si ils ne peuvent pas être assistés par leur conjoint. C'est une honte. Les handicapé.e.s doivent avoir, comme tout le monde, un statut qui leur donne droit à un salaire à vie.

Gaston Lefranc, le 5 décembre 2021